

Guy GEOFFROY

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (n° 63) [4 juillet 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) - Sécurité - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant du comité des finances locales [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'administration de l'institut national des hautes études de sécurité [J.O. des 2 août 2007 et 29 février 2008]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et de M. le ministre de l'éducation nationale [J.O. du 22 août 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 3534) (n° 612) [30 janvier 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n° 1127) – Sécurité – [4 juin 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (n° 63) [11 juillet 2007] (n° 65)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [24 juillet 2007] (n° 103)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n° E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes nos E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VIII : Sécurité (n° 281) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [11 décembre 2007] (n° 491)

Proposition de résolution n° 612 sur la proposition de directive prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 3534) [16 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Guy Geoffroy, rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la proposition de directive prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 3534) (n° 612) [5 février 2008] (n° 687)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n°s E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n°s E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848, E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n°s E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n°s E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

Rapport d'information déposé au nom de la Commission chargée des affaires européennes sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 juillet au 19 septembre 2008 (n°s E 3905, E 3908, E 3910, E 3920, E 3922 à E 3926, E 3938 à E 3945, E 3950, E 3951, E 3953, E 3955, E 3957 à E 3962, E 3964, E 3965, E 3968, E 3972 à E 3976, E 3978, E 3980 et E 3981) et sur les textes n°s E 3661, E 3783, E 3787,

E 3804, E 3849 et E 3851 [23 septembre 2008] (n° 1124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Récidive. Lutte et prévention [3 octobre 2007] (p. 2569)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [21 novembre 2007] (p. 4417)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

En appelle à une utilisation stricte et non "dénaturée" et abusive du principe du rappel au règlement [1^{er} août 2007] (p. 2645)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1838)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 2050 et s.)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2091)

Son intervention l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2098)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2145)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2091)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 2091)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2092, 2145)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2092)

Droit pénal : peines planchers (p. 2091)

Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2092)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2099)

Justice : réforme (p. 2092)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2098)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 2145)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2149 et s.)

Article 1^{er} (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son intervention (p. 2153)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son intervention (p. 2161)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2167)

Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la récidive)

Ses interventions (p. 2170 et s.)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (suppression, par coordination, d'une disposition du code pénal) (p. 2171)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses interventions (p. 2183 et s.)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 2188)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son intervention (p. 2188)

Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son intervention (p. 2189)

Avant l'article 10

Intervient sur l'adt n° 16 de la commission (nouvel intitulé du chapitre III : dispositions d'entrée en vigueur et d'application de la loi) (p. 2190)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)

Son intervention (p. 2425)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2426)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2425)

Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2425)

Droit pénal : récidive : prévention (p. 2425)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} août 2007] (p. 2645)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 1er (statut et champ de compétence du Contrôleur général)

Son amendement n° 41 : adopté (p. 2354)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)

Article 1er (consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels de l'assurance et de la prévoyance - création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés)

Ses amendements n^{os} 3 et 4 (p. 2722)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4175)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4175)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 4175)

Justice : magistrats : effectifs (p. 4175)

SÉCURITÉ

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4256)

Crédits de la mission "Sécurité" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4258)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6)

Thèmes :

Lois : loi d'orientation : gendarmerie (p. 6)

Ordre public : personnels : formation professionnelle (p. 6)

Ordre public : personnels : regroupement (p. 6)

Police : Direction de la surveillance du territoire (DST) : renseignements généraux (p. 6)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4677)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4678)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4678)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 4677)

Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4687)

Ses explications de vote (p. 4688)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4688)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5162)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage : déclarations (p. 5163)

Lois : abrogation (p. 5163)

Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 5163)

Lois : projet de loi : Internet (p. 5163)

Marchés publics : simplifications administratives (p. 5163)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5173)

Ses explications de vote (p. 5174)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5174)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [15 janvier 2008] (p. 172)

Ses explications de vote (p. 174)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 175)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Son intervention (p. 348)

Thèmes :

Automobiles et cycles : incendies (p. 349)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 349)

Droit pénal : exécution des peines (p. 349)

Justice : moyens (p. 348)

Justice : pôles de l'instruction (p. 349)

Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 349)

Ordre public : indemnisation des victimes : fonds de garantie (p. 349)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : délais (p. 349)

Sécurité routière : permis de conduire : fichiers (p. 349)

Explications de vote et vote [17 janvier 2008] (p. 354)

Ses explications de vote (p. 354)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 354)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Supplée M. Sébastien Huyghe, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la

législation et de l'administration générale de la République (p. 739)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : pluralisme (p. 739)

Automobiles et cycles : immatriculation (p. 739)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads (p. 739)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : mineurs (p. 739)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions (p. 740)

Jeux et paris : loteries : mini-motos et quads (p. 739)

Sécurité routière : circulation routière : interdiction (p. 739)

Ventes et échanges : ventes par correspondance : Internet (p. 739)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 748 à 751)

Article 1er (conditions de commercialisation des mini-motos et quads)

Son amendement n° 9 : adopté (p. 749)

Article 2 (conditions d'utilisation des mini-motos et quads)

Son amendement n° 10 : adopté (p. 750)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3977)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4598)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4598)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4598)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4656)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son intervention (p. 4667)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4671)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Son intervention (p. 4679)